

10 février

Feuilleton de pétitions n° 13

CHAMBRE DES REPRÉSENTANS.

Commission des Pétitions.

FEUILLETON N° 13.

Vendredi 10 février 1832, la commission des pétitions fera son rapport sur les pétitions suivantes :

M. POSCHET, 1^{er} rapporteur. •

N° 368. Par pétition en date du 28 janvier 1832,

Le sieur Colin, ex-capitaine à Louvain, demande une pension de retraite. — *Conclus.* — Dépôt au bureau des renseignemens.

N° 372. Par pétition sans date,

Trente habitans de la commune de Farciennes (Charleroi), demandent que lors de la discussion de la loi sur les mines, la Chambre prenne en considération le droit des propriétaires de la surface. — *Conclus.* — Renvoi à la commission des mines.

374. Par pétition en date du 28 janvier 1832,

Vingt propriétaires de Lodelinsart adressent la même demande que la pétition précédente n° 372. — *Conclus.* — Renvoi à la commission des mines.

380. Par pétition en date du 30 janvier 1832,

Le sieur Bertrand, le jeune, négociant à Bruxelles,

demande une loi qui conserve l'ancien droit français sur les chapeaux de paille d'Italie, qui ont reçu le dernier apprêt, et le diminue sur ceux qui sont introduits sans apprêt. — *Conclus.* — Renvoi à la commission d'industrie.

N° 381. Par pétition en date du 31 janvier 1832,

Le sieur Gilbert-Frère renouvelle sa demande d'une loi sur le déguerpissement et soumet quelques vues d'intérêt général. — *Conclus.* — Dépôt au bureau des renseignemens.

382. Par pétition en date du 27 janvier 1832,

Onze habitans notables de Virelles (Hainaut), signalent des infractions aux lois commises par leur bourgmestre et le receveur communal. — *Conclus.* — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

383. Par pétition en date du 23 janvier 1832,

Treize habitans de Roux (Hainaut) demandent que le propriétaire de la surface ait le droit d'extraire la terre-houille de sa propriété. — *Conclus.* — Renvoi à la commission des mines.

N° 384. Par pétition en date du 1^{er} février 1832,

Le sieur Hebbelinck, à Gand, adresse pour la troisième fois la demande que la Chambre prenne une décision favorable sur sa première pétition, adressée au Congrès National. — *Conclus.* — Ordre du jour.

385. Par trois pétitions non datées,

Un grand nombre d'habitans des communes de Bazèl, Elverzèle et Haesdonck, district de St-Nicolas, demandent lors de la nouvelle circonscription judiciaire, un tribunal civil à St-Nicolas. — *Conclus.* — Renvoi à M. le M

nistre de la Justice, et dépôt au bureau des renseignements.

386. Par pétition en date du 26 janvier 1832,

Le sieur J.-L. Deschryver, à Reninghe, Flandre occidentale, demande l'exemption du service du 1^{er} ban de la garde civique pour son second fils, le remplaçant de son aîné qui est décédé, continuant à servir. — *Conclus.* — Ordre du jour.

388. Par deux pétitions en date du 29 janvier 1832,

La régence et un grand nombre d'habitans de Courcelles (Hainaut) demandent aussi que le propriétaire de la surface ait le droit d'extraire la terre-houille des fonds de sa propriété. — *Conclus.* — Renvoi à la commission des mines.

390. Par pétition en date du 4 décembre 1831,

Le sieur Ch. Dupierry, à Vieille-Salm (Luxembourg), demande qu'il soit construit une route de Vieille-Salm à Stavelot, pour favoriser l'industrie des carrières d'ardoises. — *Conclus.* — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et dépôt au bureau des renseignements.

M. DE LEHAYE, 2^{me} rapporteur.

N^o 369. Par pétition en date du 27 janvier, 1832,

Le sieur Bernardo Pré Gomez Lirna, à Bruxelles, signale à la Chambre une violation de la liberté individuelle exercée sur lui par la direction de la police dans la soirée du 24 courant. — *Conclus.* — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

N^o 370. Par pétition en date du 27 janvier 1832,

Le sieur Auguste Fraent, à Mons, signale de pré-

tendus abus qui s'exercent dans l'instruction publique.
— *Conclus.* — Ordre du jour.

N° 371. Par pétition en date du 27 janvier 1832,

Le sieur J. P. Sartiaux, cabaretier, à Gilly, signale comme abus l'exercice de diverses professions par des officiers municipaux, et demande que la Chambre prenne des mesures pour les prévenir. — *Conclus.* — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

N° 373. Par pétition non datée,

La dame veuve Uhlman, née Kraus, à Namur, réclame le paiement d'une somme de 13,500 francs, pour 14 années 5 mois de la pension qui revenait à son mari, colonel de cavalerie, comme légionnaire. — *Conclus.* — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

N° 375. Par pétition en date du 28 janvier 1832,

Quatre marchands de bois de Bruges, adressent des observations relatives à la proposition d'un membre du Sénat, pour augmenter les droits sur les bois étrangers. — *Conclus.* — Dépôt au bureau des renseignements et renvoi à la commission d'industrie.

N° 376. Par pétition en date du 28 janvier 1832,

Le sieur Libbrecht, ancien notaire, à Gand, demande qu'il soit créé un dépôt général et public sous le titre de *Greffe du notariat et de la conservation des actes civils*, et joint pour renseignement un projet de loi à cet effet. — *Conclus.* — Dépôt au bureau des renseignements et renvoi à M. le Ministre de la Justice.

N° 377. Par pétition en date du 27 janvier 1832,

(5)

Cinq électeurs de la commune d'Eenaëme demandent à la Chambre la révocation de l'annulation par le Gouverneur de la province d'une élection de deux assesseurs, qui a été faite dans les formes voulues. — *Conclus.* — Ordre du jour.

N° 378. Par pétition en date du 28 janvier 1832,

Le sieur J. L. Vanden Hove, serrurier, à Bruxelles, expose qu'il est poursuivi par l'administration des contributions directes, du chef de contributions dues pour cinq maisons, lui appartenantes, situées Boulevard de Waterloo, et qui ont subi des dommages dans les journées de septembre. Il demande la suspension de la saisie mobilière. — *Conclus.* — Ordre du jour.

N° 379. Par pétition en date du 30 janvier 1832,

Le sieur J. B. Carlier, pharmacien, demande le rapport de la loi du 12 mars 1818, qui autorise les médecins et chirurgiens établis dans les campagnes à préparer eux-mêmes les médicamens et à les vendre sans être soumis au droit de patente. — *Conclus.* — Dépôt au bureau des renseignemens.

N° 387. Par pétition en date du 31 janvier 1832,

Le sieur Dewatripont, à Renaix, réclame contre une décision du conseil cantonal de sa commune, qui l'oblige à servir dans le 1^{er} ban de la garde civique, son frère cadet y étant déjà remplacé. — *Conclus.* — Ordre du jour.

389. Par pétition en date du 30 janvier 1832,

Le sieur Cossée, receveur de l'enregistrement et

(6)

des domaines à Antoing, adresse une justification contre les inculpations qu'il dit calomnieuses, dirigées contre lui dans la séance de la Chambre du 20 janvier 1832. — Conclut. — Ordre du jour.
